

LA CRISE JORDANIENNE...

L'histoire n'attend pas: chaque jour poussant l'autre tourne une page nouvelle. Une page que trop souvent, hélas! macule le sang des hommes.

Le XXème siècle pourrait se comparer à un labyrinthe où les peuples tournent en rond, bousculés par une évolution rapide, mais incapables de trouver les issues qui leur permettraient de sortir du dédale.

Dans ce monde où se croisent en d'inextricables chevauchements des lignes de forces opposées, des points névralgiques surgissent à chaque intersection, faisant chaque fois jaillir des gerbes d'étincelles. Ainsi, le Moyen-Orient, après les Balkans et l'Extrême-Orient, est-il devenu aujourd'hui l'un de ces pôles terrestres où la fièvre monte dangereusement.

Dans le petit royaume de Jordanie, créé artificiellement il y a un quart de siècle par la Grande-Bretagne pour y servir ses intérêts impérialistes, des forces divergentes s'affrontent, se court-circuitant avec des intérêts non moins opposés.

On sait que, jusqu'à l'année dernière, la Jordanie, pays extrêmement pauvre, ne vivait que grâce à la subvention que lui allouait l'Angleterre au titre d'Etat satellite. Si la monarchie jordanienne s'accommodait fort bien de ce régime de charité, le peuple, et plus particulièrement celui de la Palestine arabe, s'en insurgea et des élections amenèrent au parlement d'Amman une majorité socialiste-nationaliste, violemment opposée aux Occidentaux, qui contraignit le jeune roi Hussein à rompre avec la tutelle anglaise...

Telle est l'origine de la crise! Mais sur celle-ci viennent se greffer une série de poussées contradictoires qui l'enveniment dangereusement.

D'abord, un conflit intérieur entre deux populations distinctes qui, à lui seul, menace de faire éclater la fragile unité jordanienne.

Ce petit pays est, en effet, divisé en deux régions que sépare le Jourdain. A l'est, une population aux mœurs tribales, Bédouins du désert, peu évolués, d'où est issue la maison royale et, par conséquent, fidèles à la monarchie. A l'ouest, une population plus évoluée, plus «engagée» dans le siècle, composée en majeure partie de réfugiés arabes de Palestine. A ce titre, ces derniers se dressent à la fois contre les impérialismes occidentaux et contre Israël, considéré par eux comme un instrument de ces impérialismes aussi bien que comme l'envahisseur du territoire national. De sorte que la propagande nationaliste du panarabisme venue du Caire et de Damas trouve parmi eux une audience favorable.

Sur ce canevas viennent se juxtaposer les sourdes rivalités qui, derrière une solidarité de façade, oppose les uns aux autres les chefs des différents Etats arabes.

La Jordanie est entourée par la Syrie, l'Irak, l'Egypte et Israël, qui guettent le moment propice pour faire subir à leur voisin le sort que connut plusieurs fois la Pologne. Mais la ruée convergente de ces armées sur le petit royaume disloqué risquerait fort d'allumer un incendie qui déborderait rapidement ses frontières.

Enfin, à l'est, veille le monarque des sables et du pétrole. Si la République syrienne semble acquise à la politique socialisante des nationalisations pratiquée par Nasser, il ne saurait en être de même des monarchies irakienne, jordanienne et, surtout, séoudienne. Ibn Seoud, en effet, tire de fabuleux revenus personnels de l'affermage du pétrole séoudien à la compagnie américaine ARAMCO, revenus dont ce potentat d'un autre âge se garde bien de faire profiter son peuple, maintenu dans le plus dégradant esclavage. Aussi, les

roitelets du Moyen-Orient, derrière des déclarations enflammées sur la solidarité arabe, opposent un front uni au national-socialisme nasseréen, dont la poussée menace leurs privilèges et leurs trônes.

Ainsi, le nationalisme pan-arabe est-il miné par des oppositions d'intérêts qui rendent sa solidité illusoire.

Sur ces rivalités locales se profile en toile de fond la grande rivalité américano-russe. Dans le vide causé par l'effondrement du colonialisme franco-anglais, les deux «*grands*» tentent de s'infiltrer, l'un en semant des dollars, l'autre en exaltant le nationalisme.

Quelles conclusions tirer de cet imbroglio? Il me paraît intéressant d'en dégager deux faits importants - que semblent ignorer les commentateurs de la «*grande presse*» - et qui éclairent ce drame.

Le premier réside dans cette constatation évidente que, sous toutes les latitudes, le socialisme traditionnel s'avère totalement incapable de se dégager de la gangue nationaliste. Si notre Guy national - et, derrière lui, un parti socialiste domestiqué - a décidé, une fois pour toutes que tout ce qui était national était socialiste, il est non moins caractéristique que, dans les pays arabes, les mouvements nationalistes sont animés, non par des éléments réactionnaires ou féodaux - au contraire généralement favorables aux impérialismes occidentaux - mais par des partis dits de «*gauche*»: progressistes, socialistes, communistes.

Ainsi, partout où le socialisme a pris la relève d'une aristocratie ou d'une bourgeoisie décadente et corrompues, ce fut, non pas pour y édifier le socialisme, mais pour y pratiquer, derrière le rideau de fumée de mesures socialisantes (nationalisations) le nationalisme le plus agressif.

La démission du socialisme mondial devant le concept qui est - ou devrait être - son essence même, l'internationalisme apparaît comme l'une des causes du drame de ce siècle.

L'autre fait caractéristique qui résulte de l'analyse des événements est la constatation que, pour sauver ce qu'il est encore possible de leurs intérêts impérialistes ou de leurs positions stratégiques dans ce qu'il est convenu d'appeler les pays sous-développés, les «*démocraties*» occidentales font appel, non aux forces et aux mouvements populaires - démocratiques -, mais aux régimes et aux hommes les plus rétrogrades et les plus corrompus du féodalisme oriental.

La liste est longue, qui pourrait illustrer cette absurde politique. Citons quelques exemples. Durant de longues années, l'Occident impose à l'Égypte le roi Farouk, ce maquereau couronné et faisandé; ramène sur son trône le Shah d'Iran, ce monarque sans courage à qui Mossadegh avait fait mordre la poussière; maintient aussi longtemps que possible en Indochine Bao-Daï, cet «*empereur*» de carnaval; accorde son aide à Tchang-Kaï-Chek, le général de la corruption; impose à la Corée du Sud le sinistre Sigman Rhé, l'un des plus sanglants dictateurs de notre époque. Et l'Amérique couvre aujourd'hui d'honneur - et d'or - Ibn Seoud, monarque esclavagiste et mobilise la *VIème Flotte* pour consolider sur son trône Hussein de Jordanie, petit roitelet de tribus bédouines.

Ces exemples sont édifiant. Et l'inconcevable aveuglement des puissances occidentale dans le soutien insensé de féodaux ou d'aventuriers personnifiant des formes et des institutions sociales irrémédiablement condamnées est une seconde cause de la tragédie du monde moderne.

Ces causes enferment les peuples dans le labyrinthe dont je parlais plus haut, les jetant dans des combats sans objet où s'épuisent vainement leurs forces vives. Car, dans ce domaine, les «*succès*» des Occidentaux - et plus particulièrement de l'Amérique - représentent des victoires à la Pyrrhus, comme le sont les «*conquêtes*» du nationalisme oriental; aucun des problèmes que pose l'évolution du monde moderne ne seront pour autant résolus. Et il importe assez peu, au regard de ceux-ci, que le petit roi Hussein se maintienne sur son trône chancelant en baillonnant son peuple ou que celui-ci le jette bas pour le remplacer par quelque émule jordanien de Nasser.

Au-delà d'un impérialisme d'un nationalisme aveugle et d'un nationalisme dépassé; il n'est qu'une issue pour sortir de l'impasse: le retour vers une conception de l'internationalisme conçu sous des formes nouvelles d'universalisme.

Aux éléments révolutionnaires de tous les pays de travailler sans relâche pour frayer ce chemin vers le salut.

Maurice FAYOLLE.